

Sommaire

Editorial

Analyse de la sécurité alimentaire pour le trimestre avril-juin 2007.....2

Conditions de sécurité alimentaire actuelle.....2

Perspectives pour les six prochains mois.....3

Evolution des indicateurs d'accès.....7

Sujet du jour : Processus d'actualisation du Plan National de Sécurité alimentaire et nutritionnelle.....10

Nous avons rencontré pour vous :

Le PET: Programme environnement trans-frontalier.....14

Nouvelles breves.....16

Le saviez vous?.....17



Rédaction:

Arnoux SEVRIN (PET)
Danielle AVIN
Edwine MOMPRIER (Fewsnet)
Epitace NOBERA (Fewsnet)
Gary MATHIEU
Harmel CAZEAU
Raynold SAINT VAL
Reginald DEROSE

Responsable de Rédaction :
Raynold SAINT VAL

Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève cependant, de la seule responsabilité de la CNSA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Le second trimestre de l'année 2007, qui coïncide avec la saison agricole de printemps (fin mars fin juin), touche à son terme. Durant cette période, la situation agricole générale s'est avérée satisfaisante dans la plupart des zones agro-écologiques du pays, grâce aux conditions pluviométriques favorables à la mise en terre et au développement des cultures de la saison, le maïs et le haricot en particulier.

Par ailleurs, la conjoncture macroéconomique, caractérisée par la stabilisation du niveau des prix, l'appréciation du taux de change et l'amélioration des finances publiques, a été plus performante que l'année dernière. Ainsi, pour l'ensemble du pays, l'inflation s'est stabilisée autour de 8.5% en moyenne, tandis que au niveau du secteur alimentaire, l'IPC a enregistré une baisse moyenne sensible, —de 9.3% en janvier-mars à 7.6% en avril-juin—. Le taux de change a encore reculé, passant d'une moyenne de 38 à 36.26 gourdes pour 1\$us durant la même période, soit son niveau le plus bas en deux ans. Cette situation rend plus accessible l'offre alimentaire et confirme les scénarios optimistes du Flash info # 20 Janvier-juin 2007.

Malheureusement, la fragilité de notre écosystème a transformé en catastrophes dans certaines zones, les pluies par ailleurs bénéfiques. Les timides progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire restent donc fragiles face aux risques de catastrophes naturelles qui peuvent causer tant de dégâts matériels et humains. Aussi, toute programmation de renforcement de la sécurité alimentaire devrait s'accompagner de programmes de sensibilisation et d'éducation, axés sur la nécessité de restaurer et de protéger l'environnement haïtien.

Au menu de ce quinzième numéro du Bulletin de conjoncture, chers lecteurs et lectrices, nous vous présentons un résumé de l'état général de la sécurité alimentaire durant le trimestre sous étude, ainsi que les perspectives d'évolution de la situation pour les six prochains mois.

Vous trouverez également, en guise de sujet du jour, un résumé du processus d'actualisation du Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN). Devant l'urgence de disposer d'un cadre d'intervention pour le renforcement de la sécurité alimentaire, la CNSA est en train de battre le rappel pour la mise sur pied d'un tel

cadre de façon concertée et au niveau le plus décentralisé possible. Nous avons aussi rencontré pour vous le Programme Environnement Transfrontalier (PET), qui multiplie des efforts pour apporter des solutions aux problèmes de l'eau en Haïti. Enfin, dans la rubrique « le saviez-vous » vous aurez la bonne surprise de découvrir le potentiel non encore connu de la mangue pour combattre le cancer.

Chères lectrices, chers lecteurs, nous vous souhaitons une bonne lecture de ce 15^{ème} numéro de notre bulletin de conjoncture. Et n'oubliez pas de nous faire parvenir vos commentaires et remarques pour l'amélioration du format et du contenu de cette publication !

La coordination



Analyse de la Sécurité alimentaire

Sommaire

Les conditions de disponibilité et d'accessibilité alimentaires sont encore jugées bonnes au cours de la période avril-juin 2007, si l'on fait abstraction des impacts des pluies torrentielles et vents violents sur les bananeraies dans le nord-ouest d'Haïti. Cela tient non seulement à une bonne saison agricole de printemps (où les prévisions météorologiques ont été très favorables aux cultures telles que le maïs et le haricot) mais également au contexte macroéconomique marqué par une stabilisation de l'inflation au tour de 8.5% en moyenne et par l'appréciation du taux de change au cours des mois de mai et de juin (36.28 gourdes pour 1 \$ en moyenne mensuelle).

A. Conditions actuelles de sécurité alimentaire en Haïti

Haïti présente globalement des conditions de disponibilité et d'accessibilité jugées bonnes (Figure 1). Cette situation, meilleure que l'année dernière, peut être imputée aux bonnes productions des dernières saisons agricoles et à la bonne performance de l'actuelle saison de printemps. La hausse du prix du carburant, manifestée depuis début juin, n'affecte pas encore significativement le prix des produits alimentaires dont la formation dépend fortement du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain. Le taux de change, pour cette période, a atteint son niveau le plus bas depuis près de deux ans, soit un taux moyen de 36.28 gourdes/1 USD. On peut, toutefois, anticiper une hausse de prix des produits alimentaires due à l'incidence du prix du carburant sur le coût de transport des produits alimentaires pour la prochaine période. Le taux d'inflation reste encore sous la barre des 10 pour cent (8,5 pour cent en glissement annuel), voire en dessous même des attentes du gouvernement (9,0 pour cent).

Cependant, en dépit de cette amélioration au niveau nationale, certaines localités, de par leur pauvreté chronique et leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles répétées, font encore face à des conditions de sécurité alimentaire précaires. Elles sont particulièrement situées au niveau des zones 1 et 3 des profils de mode de vie (Figure 2). Le département de l'Ouest, notamment Port-au-Prince, jouit cependant d'une plus grande disponibilité d'emplois mieux rémunérés et de meilleur approvisionnement en biens et services divers par comparaison avec l'arrière pays. L'évolution de cette situation actuelle dans les six prochains mois peut-être perçue suivant trois scénarios.

Figure 1. Sécurité alimentaire courante en Haïti.



Figure 2. Zones vulnérables à l'insécurité alimentaire en Haïti par économie alimentaire.



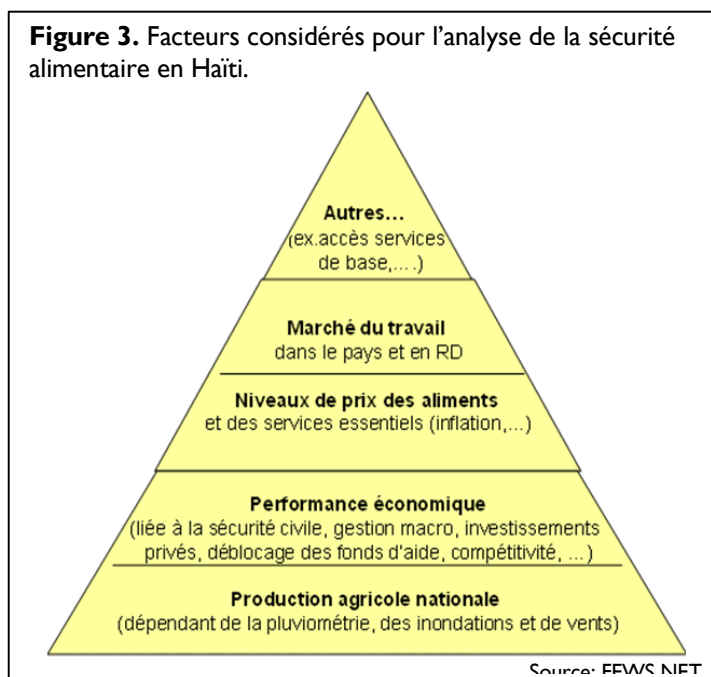
B. Perspectives de la sécurité alimentaire pour les six prochains mois (trois scénarios sont retenus)

L'anticipation sur les conditions de sécurité alimentaire constitue un important exercice dans la gestion de ce secteur. L'analyse prospective se révèle essentielle dans l'aide à la décision et dans la planification de certaines activités, notamment la mise en place de plans de contingence quand la situation décrite le suggère. Un premier travail de ce genre a été effectué durant la première moitié de l'année 2007 (Flash Info # 20). Celui-ci a permis de mieux coordonner les suivis qui ont été réalisés durant cette période.

Stratégies utilisées dans l'élaboration des scénarios

Différents facteurs (climatique, socio-économique) ont été considérés dans le cadre de l'analyse prospective de la sécurité alimentaire en Haïti pour les six prochains mois. En ce qui a trait au facteur climatique, déterminant dans le niveau de la production agricole nationale et de destruction d'infrastructures ou biens publics et privés, les prévisions météorologiques et cycloniques faites par la National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) pour la période ont été prises en compte. Les autres facteurs clés analysés dans le cadre de cette démarche sont : les perspectives de création d'emplois, le niveau de l'inflation (spécifiquement le prix des produits alimentaires et des services essentiels), le niveau de pauvreté, le déblocage de fonds d'aide publique au développement et les conditions de la sécurité civile dans le pays (Figure 3). Pour ce qui est de l'aspect « utilisation » de l'équation de la sécurité alimentaire, l'accès aux services de base (assainissement, eau potable, et santé) ainsi que l'appréciation des conditions nutritionnelles ont été prises en compte et ont servi à l'élaboration des scénarios qui suivent.

Figure 3. Facteurs considérés pour l'analyse de la sécurité alimentaire en Haïti.



Le scénario le plus probable

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire en Haïti entre juillet et décembre 2007 est caractérisé par l'augmentation de la production agricole à la faveur de pluies abondantes et bien réparties dans le temps et dans l'espace, une amélioration de la sécurité civile, un cadre macro-économique globalement favorable et de bonnes perspectives de création d'emplois.

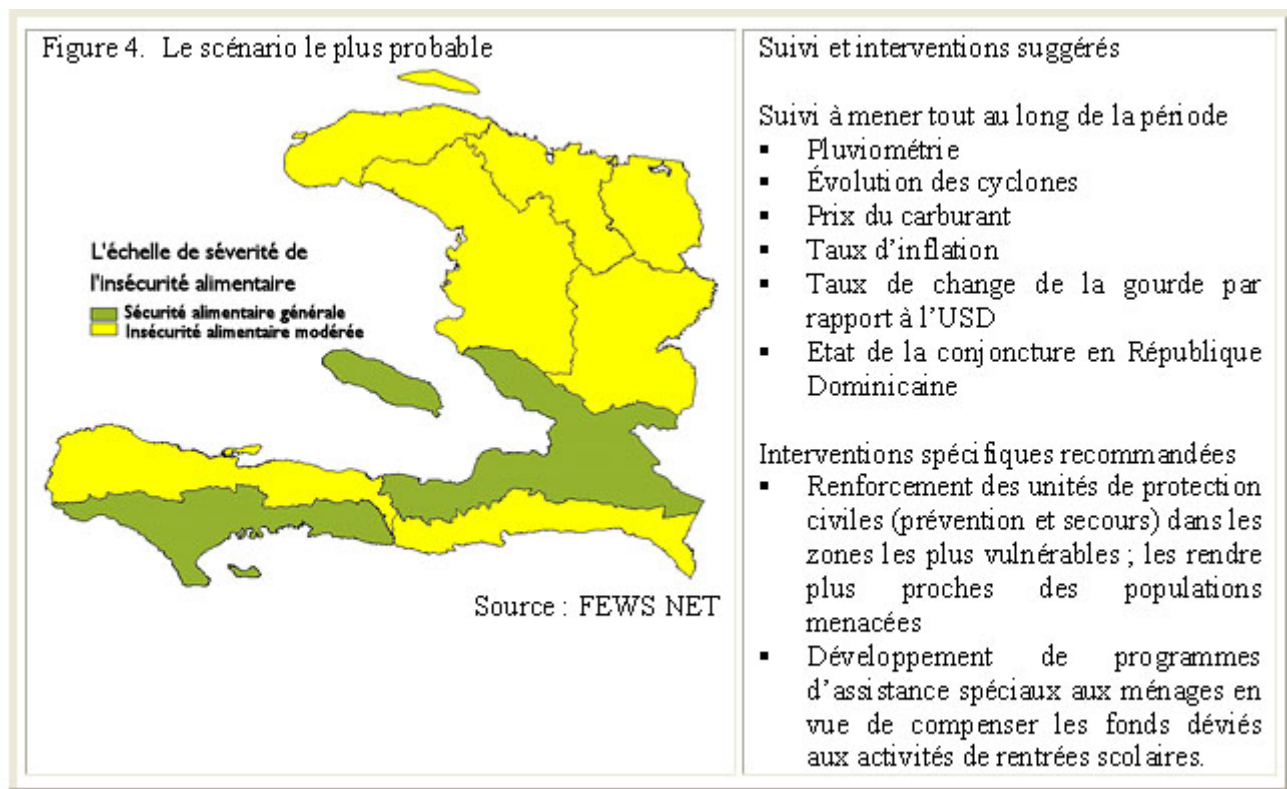
Ce scénario prévoit une situation alimentaire globalement favorable pour les six prochains mois de l'année en cours. Les prévisions de la NOAA montrent des chances d'avoir des pluies supérieures ou égales à la normale de l'ordre de 75 pour cent. En absence de dégâts physiques ou phytosanitaires sévères, engendrés par les cyclones annoncés pour la période, ces pluies devraient être bénéfiques aux plantations, notamment de sorgho, pois Congo et haricots durant cette période.

Selon le mémorandum de politique économique et financière du gouvernement pour l'exercice 2006/07, l'objectif est de ramener l'inflation à 9,0 pour cent et d'avoir une croissance économique de 4,0 pour cent. Dans le scénario retenu, l'inflation, résultant de la hausse de prix du pétrole, ne devrait pas dépasser le taux de 10,0 pour cent et n'affecterait pas significativement les produits alimentaires. L'examen des indicateurs macro économiques actuels et anticipés laisse présager une accélération du rythme d'investissements et de la performance macroéconomique globale. Cette situation devrait continuer à s'améliorer en raison des stratégies déployées pour garantir de meilleures conditions de sécurité civile dans le pays et, en raison du relâchement en terme de politique, de crédit pouvant favoriser de plus grands investissements (diminution du taux d'intérêt directeur, qui est le taux pratiqué sur les bons de la Banque Centrale).

Les promesses de l'international en matière d'aide publique au développement semblent sur le point d'être matérialisées dans les prochains mois. A titre indicatif, un montant de 750 millions USD serait sur le point d'être décaissé par l'Union européenne comme appui au budget rectificatif de l'exercice 2006/07 et de celui de l'exercice 2007/08. L'apport des bailleurs de fonds ne sera pas négligeable, surtout pour la catégorie des plus démunis. Des institutions internationales telles que l'Agence canadienne de Développement international (ACDI), à travers son programme intitulé « Fonds Développement et Emplois », disposerait de 4,0 millions dollars canadiens comme fonds additionnel pour les six prochains mois. Celui-ci viserait essentiellement la création d'emplois au niveau de la capitale et des départements de l'Artibonite, du Sud-Est, des Nippes et du Nord-Ouest - les régions retenues selon les stratégies adoptées par l'ACDI.

Les interventions de l'USAID durant les six prochains mois seront aussi centrées sur des programmes de création d'emplois. Un fonds de 9,0 millions USD y sera alloué et environ 400,000 personnes en seraient directement ou indirectement bénéficiaires. D'autres interventions, telles que l'accès au crédit pour le financement des initiatives rurales et des petites entreprises productives, seront aussi prévues pour la prochaine période.

D'après ce scénario, les départements de l'Ouest et du Sud seront les mieux cotés (Figure 4). Les régions qui seraient les plus touchées par l'insécurité alimentaire seraient concentrées au niveau des zones agropastorales sèches, agropastorales semi humides et zones sèches d'agriculture et de pêche (Figure 2). La population pauvre, la plus vulnérable, qui vit dans ces zones est estimée entre 500,000 et 1,0 million de personnes.

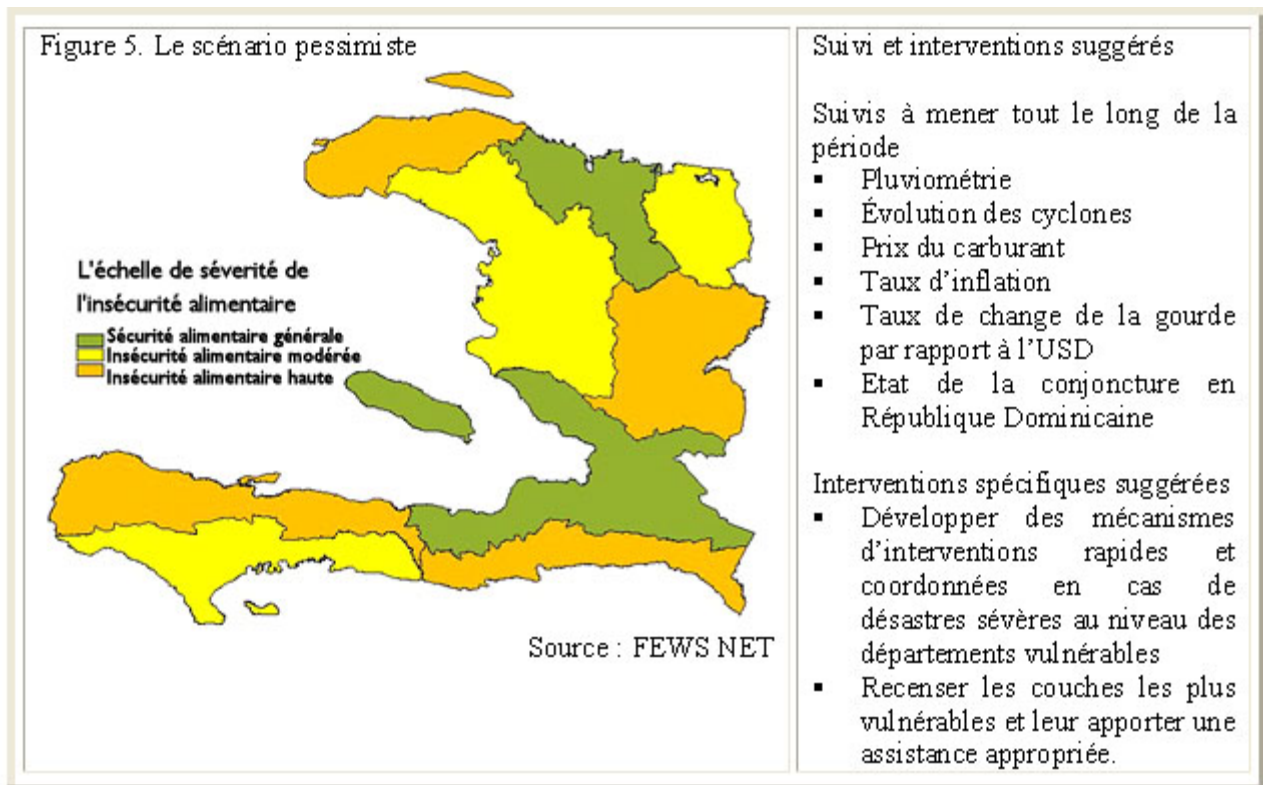


En dépit des perspectives prometteuses en termes de disponibilité alimentaire et d'accessibilité, certaines vagues subites de désastres peuvent apparaître, surtout durant la période cyclonique. L'état de la conjoncture en République dominicaine est déterminant, notamment dans l'acquisition de revenus des transferts (cas des ménages les plus pauvres) provenant du territoire voisin. La situation qui s'y développerait (vagues de réfugiés) semble inquiétante quant à l'emploi de la main d'œuvre non qualifiée haïtienne; ce qui pourrait provoquer une baisse du revenu de cette catégorie.

Le scénario pessimiste

Le scénario pessimiste de la sécurité alimentaire en Haïti entre juillet et décembre 2007 est caractérisé par des pluies trop abondantes et mal réparties, des effets néfastes des cyclones, l'instabilité au niveau de l'insécurité civile, les investissements tardant à démarrer et la hausse du prix du carburant.

La réalisation d'un tel scénario résulterait en une baisse de la production agricole. Les effets des cyclones prédits pourraient peser fortement sur les infrastructures agricoles, ainsi que sur les plantations. La presqu'île du sud en souffrirait davantage puisqu'elle se trouve sur leur trajectoire (Figure 5). D'un autre côté, la mauvaise répartition des pluies entraînerait des cas de sécheresse capable de compromettre la production agricole dans certaines zones (Zone 1, Figure 3). Cette insuffisance de production aurait un effet négatif sur la nutrition, surtout dans les départements ayant actuellement les plus hauts niveaux de malnutrition (Centre et Sud-Est).



Dans ce scénario, la relance de l'économie pourrait être affectée par des mouvements sociaux (grèves) occasionnés par les réformes institutionnelles annoncées par le gouvernement. Ces réformes, pour la plupart en cours de réalisation, visent la privatisation des entreprises publiques et le renvoi de nombreux employés, notamment au niveau du service des télécommunications et de l'électricité d'Haïti. L'accroissement du chômage généralisé pourrait ne pas être compensés par les emplois promis par d'autres institutions durant la période. Bien que la réalisation d'un tel scénario soit très peu probable, celui-ci permet de percevoir et de se préparer en cas d'éventuels risques. Quatre départements (le Nord-Ouest, le Centre, la Grande Anse et le Sud-Est) souffriraient particulièrement de l'insécurité alimentaire au cas où ce scénario se réaliserait. Les ménages pauvres vivant à l'intérieur de ces départements, ou d'autres susceptibles d'être frappés par l'insécurité alimentaire, peuvent être estimés entre 2,0 à 2,5 millions de personnes.

Un tel scénario pourrait déboucher sur un regain de l'insécurité civile et des troubles politiques. Dans le cas où les conditions d'accueil continueraient de se détériorer en République Dominicaine, cela provoquerait des vagues de réfugiés, surtout au niveau des zones frontalières. Ce renvoi de la main d'œuvre non qualifiée haïtienne pourrait grandement affecter la catégorie des ménages les plus pauvres dépendant essentiellement des transferts provenant de la terre voisine pour leur survie. Le département du Centre pourrait notamment en souffrir à cause du flux de transferts dont il a l'habitude de bénéficier. Cependant, le département de l'Ouest, à cause de sa position économique privilégiée par rapport aux autres contrées du pays, pourrait toujours être mieux loti.

Spécifications du scénario pessimiste

- Effets violents des tempêtes tropicales et des cyclones
- Lenteur du démarrage des investissements prévus
- Réapparition de cas d'insécurité et de mouvements sociaux
- Pertes d'emplois non compensés par les grands chantiers de travail d'où d'éventuelles grèves
- Hausse du prix du carburant
- Augmentation du taux d'inflation

Effets attendus sur la sécurité alimentaire

- La force des cyclones pourrait affecter les plantations, les infrastructures agricoles et provoquer des pertes en vies humaines
- Les réformes institutionnelles pourraient entraîner de violentes réactions concourant à une prudence à l'investissement et à un retard dans le démarrage de certains chantiers.
- Faible création d'emplois et croissance économique nulle
- L'augmentation du prix du carburant occasionnant une plus grande augmentation du taux d'inflation.

Le scénario intermédiaire

Le scénario intermédiaire de la sécurité alimentaire en Haïti est caractérisé par une bonne production agricole, une bonne performance économique et une augmentation timide de l'offre d'emploi.

Ce scénario suppose une légère amélioration des conditions de sécurité alimentaire par rapport à la situation actuelle (Figure 6). Comme pour le scénario le plus probable, les pluies seraient abondantes et globalement bénéfiques à l'agriculture. Les dégâts qu'occasionneraient les cyclones seraient modérés en raison d'une meilleure gestion des risques et désastres. Toutefois, l'excès de pluies dans certaines zones de montagnes humides entraînerait la perte d'une partie de la récolte de haricots, ce qui pourrait entraîner une hausse du prix de cette légumineuse sur le marché.

Figure 6. Le scénario intermédiaire de la sécurité alimentaire en Haïti d'octobre à décembre 2007.



Source : FEWS NET

Suivis et interventions suggérés

Suivis à mener tout au long de la période

- Pluviométrie
- Évolution des cyclones
- Prix du carburant
- Taux d'inflation
- Taux de change de la gourde par rapport à l'USD
- État de la conjoncture en République Dominicaine

Interventions spécifiques

- Aménagement des infrastructures agricoles et urbaines (réduire des cas de désastres aux inondations)
- Renforcement des unités de protection civile aux plus basses échelles
- Mise à disposition des ménages vulnérables des fonds d'accès au crédit (lutte contre la pauvreté)

D'après ce scénario, l'on ne pourrait pas encore s'attendre à une grande percée des activités économiques. Les investissements privés tarderaient encore à démarrer en raison de la mauvaise perception de la sécurité civile, du coût élevé du crédit et des coûts d'opération non compétitifs. L'emploi augmenterait timidement. La hausse du prix du carburant serait un autre goulot d'étranglement à l'approvisionnement en électricité, un des facteurs indispensables au développement économique. Les facteurs structurels continueraient encore à jouer un rôle déterminant dans la situation alimentaire. Le nombre de personnes susceptibles d'être frappées par l'insécurité alimentaire peut être estimé entre 1,0 et 1,5 millions, localisée surtout dans les zones de pauvreté chronique, particulièrement au niveau des départements du Nord-Est et du Nord-Ouest. Les chances de réalisation d'un tel scénario sont d'une probabilité moyenne.

Conclusion et recommandations

Les analyses de conjoncture ne donnent pas lieu à des certitudes, mais permettent de mieux percevoir les risques et les opportunités qui s'offrent au pays. En intervenant préventivement, on peut certes affecter le résultat des scénarios, mais on peut surtout prévenir certains de ces chocs ou des impacts anticipés. Dans le scénario le plus probable, les différentes analyses perspectives montrent des conditions favorables à une amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti pour les six prochains mois. Cette projection est faite sur la base des prévisions pluviométriques favorables pour la période et en fonction des progrès remarquables enregistrés dans la réduction de l'insécurité civile et au niveau du cadre macroéconomique national.

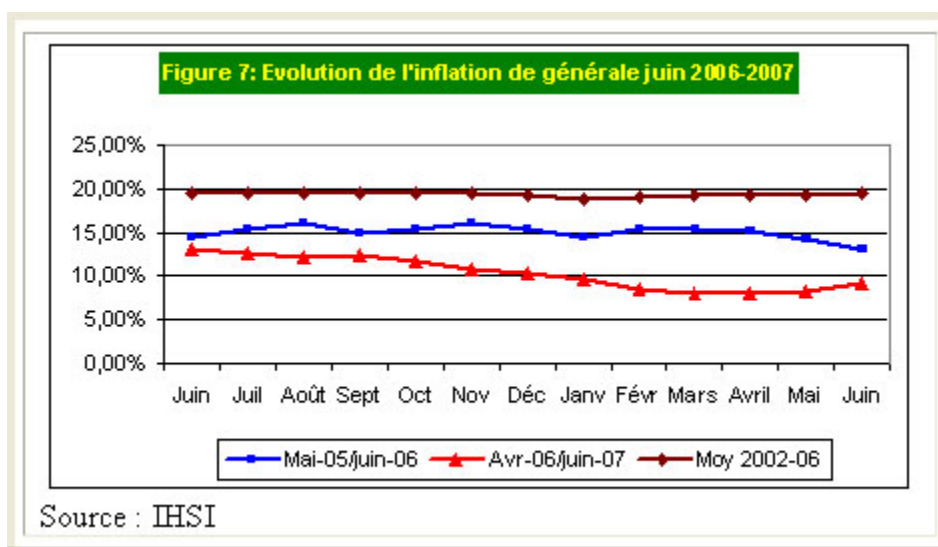
Cependant, cette tendance générale à l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire devrait être mesurée avec prudence, car bien des facteurs structurels restent encore déterminants dans l'atteinte d'une parfaite sécurité alimentaire. Il est donc recommandé de :

1. Être vigilant en cette saison cyclonique. Renforcer des unités de protection civile dans toutes les zones d'accès difficile. Privilégier des actions plus durables visant à atténuer l'effet des catastrophes naturelles dans les zones à risques ;
2. Suivre les zones de production de haricot. Des actions appropriées devraient être envisagées en cas de dégâts dus à l'excès d'humidité (procurer, par exemple, aux exploitants agricoles des structures de stockage adéquates) ;
3. Supporter les ménages pendant la rentrée scolaire. Durant les mois d'août à octobre, une partie du revenu des ménages pourrait être déviée aux fins d'activités scolaires, des crises pourraient surgir surtout au niveau des plus démunis. Dans un tel cas, il faudrait mettre à leur disposition des fonds de crédit.

Evolution des indicateurs d'accès

L'inflation générale

Après avoir atteint son niveau le plus bas depuis plus d'un an en mars-avril (8% en moyenne annuelle), l'inflation, suivant les calculs effectués sur la base des informations de l'IHSI, est demeurée relativement stable pour ce trimestre. En moyenne mensuelle, le taux d'inflation pour le second trimestre a tourné au tour de 8.5% contre 8.71% du trimestre précédent. En glissement annuel, il a reculé de près de 4 points, passant de 13.01% en juin 2006 à 9.1% en Juin 2007 (figure 7).



Il est à noter que depuis mai, l'IPC a entamé une tendance à la hausse (8.33%) qui a atteint le niveau le plus élevé en juin (9.1%). Cette situation semble imputable aux révisions successives à la hausse du prix du carburant (fin mars, fin mai) sur le marché local. Cela aurait porté les agents économiques à anticiper une augmentation du niveau général des prix, ayant en perspective une nouvelle fixation des prix de transport en commun de la part des autorités compétentes.

L'inflation par région

L'inflation a baissé dans les différentes régions géographiques du pays au cours du second trimestre, à l'exception du département de l'Ouest. L'aire métropolitaine, le Nord et la région Transversale (le Centre et l'Artibonite) sont celles qui ont enregistré une baisse modérée, passant respectivement à 10, 7.4 et 8.5% en moyenne contre 10.5, 8 et 9.1% au cours du trimestre précédent (figure 8). Le Sud a par contre expérimenté la plus forte baisse de l'inflation, qui est passée de 7.2 à 5.7% en moyenne.

La région Ouest a connu, certes, une augmentation de près de 5 points du niveau des prix mais vient juste derrière le Sud pour un niveau d'inflation le plus faible, par rapport aux autres régions. De plus, le différentiel d'inflation entre régions semble résulter du mode d'approvisionnement. Par exemple, outre les importations et l'aide alimentaire, la région métropolitaine s'approvisionne aussi en produits alimentaires locaux provenant des différentes régions géographiques du pays. Ceci explique donc son niveau d'inflation relativement plus élevée. Toutefois, une nette tendance à la hausse des prix a été observée durant le mois de juin au niveau des différentes régions du pays.

Le secteur alimentaire

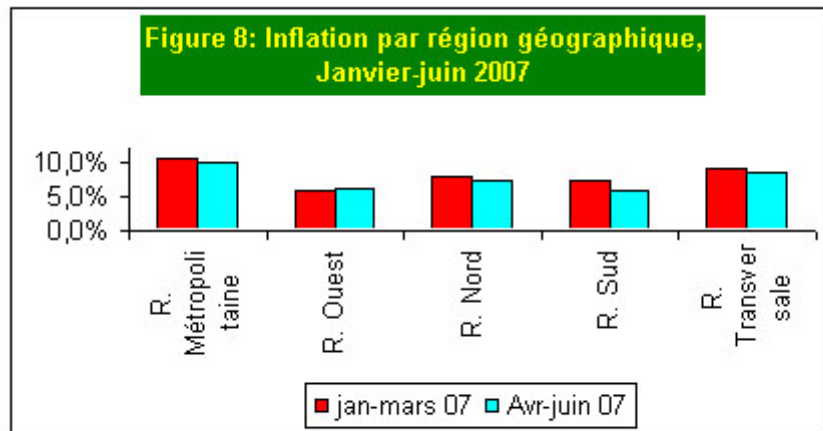
Pour ce trimestre, le prix moyen des aliments a baissé significativement, passant de 9.3% en janvier-mars à 7.6% en avril-juin (figure 9), ce en dépit de la tendance à la hausse du niveau généralisé des prix observée depuis le mois de mai.

En glissement annuel, l'inflation des produits alimentaires a connu une nette régression, passant d'un taux approximatif de 13% en juin 2006 à celui de 7.6% en juin 2007. Cette chute semble encore coïncider, d'une part avec la stabilité des prix des produits importés, consécutive

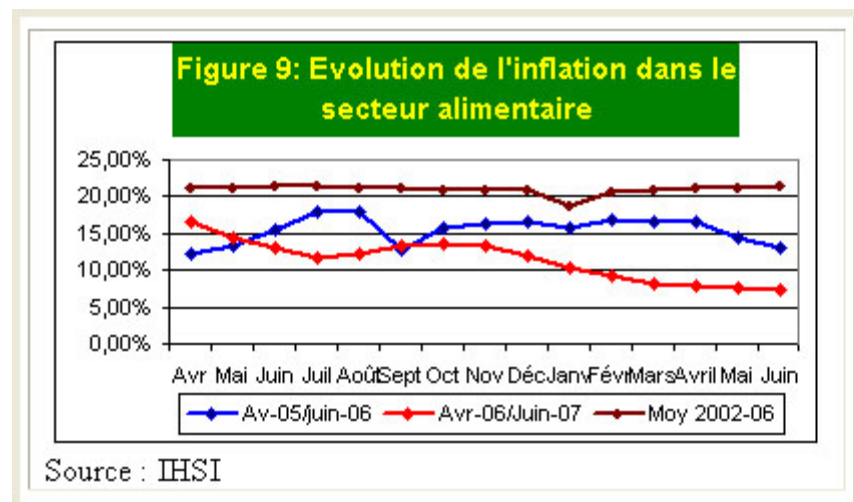
à l'appréciation du taux de change, et d'autre part, avec l'augmentation de l'offre agricole nationale, due au processus de récoltes de printemps démarré dans les diverses zones agro-écologiques du pays non affectées par les catastrophes naturelles de cette saison. Cela exerce en effet une pression à la baisse sur les prix de certains produits alimentaires locaux, telles que le maïs, le haricot, le riz.

Le secteur transport

Si pour le trimestre précédent l'indice des prix du transport a évolué très faiblement, ce trimestre il a connu un fort rebondissement.

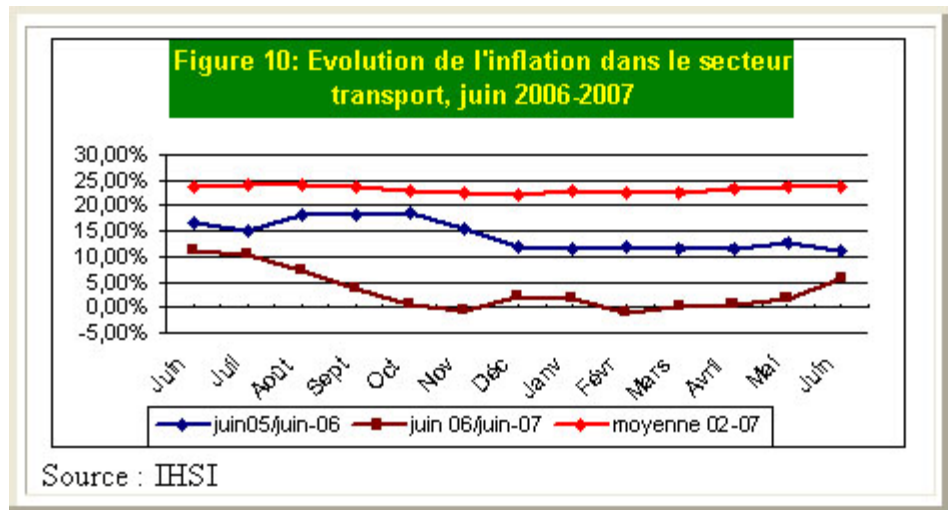


Source : IHSI



Source : IHSI

En moyenne, l'inflation dans ce secteur a drastiquement progressé, passant de 0.11% en janvier-mars à plus de 2% en avril-juin, avec surtout un pic en juin (5.55% contre 0.41% en avril) (figure 10). Cette accélération a été entamée à la fin du mois de mai, où les autorités ont relevé le prix à la pompe. A ce propos, les gazolines 91 et 95 ont subi respectivement une hausse importante d'environ 20 et 21%, soit de 171 à 205

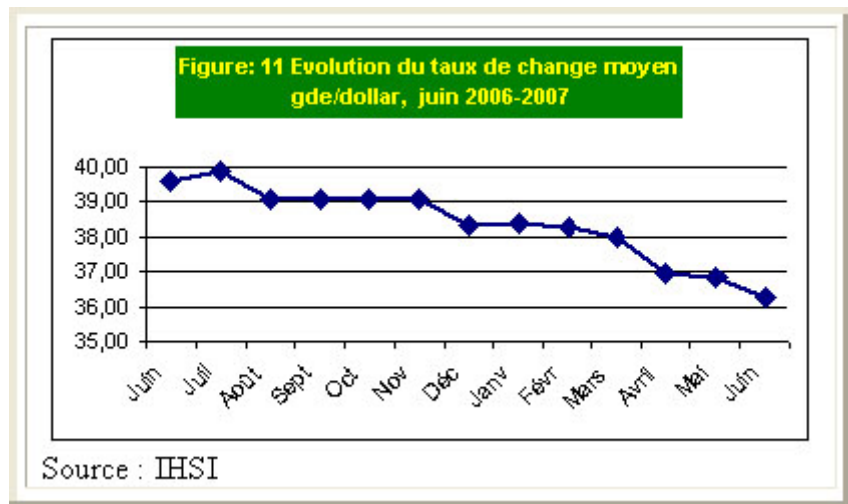


gourdes et de 173 à 209 gourdes le gallon. Le prix du gasoil a enregistré une croissance modérée de l'ordre de 6% en se vendant à 109 gourdes le gallon contre 103 gourdes antérieurement (flash info # 24).

Il importe de noter, pour la zone métropolitaine notamment, en dépit de la hausse des prix du carburant, une certaine stabilité du coût du transport au cours de ce second trimestre. Mais à travers les différents départements, les tarifs du transport en commun ont été modifiés à l'initiative des conducteurs ou propriétaires de véhicules eux-mêmes.

Le taux de change

Le taux de change a connu d'importantes variations au cours du trimestre à l'étude. En effet, suivant le taux de référence calculé par la BRH, le dollar s'achète en moyenne à 36.28 gourdes contre 38.22 gourdes durant le premier trimestre de l'année en cours. Ainsi, le cours du dollar tend à se rapprocher de son niveau des cinq dernières années qui a été au voisinage de 35 gourdes (figure 11). Cette appréciation considérable découle de l'amélioration du niveau des réserves nettes de change et de l'efficacité de la politique financière du gouvernement. Elle entraîne toutefois un renchérissement des produits locaux destinés aux exportations et un affaiblissement des prix des produits importés, rendant ces derniers très compétitifs vis-à-vis des produits locaux.



Plusieurs facteurs ont joué en faveur de la stabilisation de l'environnement macroéconomique national au cours du premier semestre de l'année 2007. En premier lieu, il faut souligner les bonnes performances en matière des finances publiques. En effet, selon les responsables, le montant des ressources fiscales a dépassé les 21 milliards de gourdes espérés, les recettes internes et douanières ayant progressé respectivement de 14 et 15%. Cela a même porté les autorités monétaires à baisser le taux directeur (taux pratiqué sur les Bons BRH), susceptible de provoquer un desserrement de la liquidité du système bancaire en vue d'un éventuel accroissement du crédit intérieur.

Autres facteurs déterminants de cette conjoncture favorable, sont l'augmentation considérable des réserves internationales nettes ayant atteint les 200 millions de dollars et le recul du déficit de la balance commerciale à la fin de l'année dernière, passant de 287.2 millions de dollars us en avril-juin 2006 à près de 192.55 millions en octobre-décembre de la même année. Une telle situation tend à conforter de mieux en mieux la position de la gourde face au billet vert. Tout cela, conjugué à l'assistance de la communauté internationale en vue de créer un climat politique serein, tend à susciter un environnement favorable à la relance de l'économie haïtienne durant les exercices à venir.

Sujet du jour :



Processus d'actualisation du Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN)

Introduction

La réduction de moitié, d'ici 2015, du nombre de personnes souffrant de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition figure parmi les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et représente un défi majeur pour les pays en développement. Depuis le Sommet mondial sur l'Alimentation en 1996, auquel ont participé 186 nations, dont Haïti, des plans nationaux de sécurité alimentaire ont été élaborés comme documents cadres définissant des axes d'intervention et des options stratégiques pour orienter les programmes visant l'amélioration des conditions d'existence des peuples. Dans ce contexte, Haïti a publié comme outil d'intégration des actions des acteurs impliqués dans le renforcement de la sécurité alimentaire, son premier PNSAN en juin 1996.

L'importance de l'actualisation de ce document comme cadre de référence validé et officialisé définissant les grandes lignes d'une politique de sécurité alimentaire cohérente et d'un plan d'intervention décentralisé n'est plus à démontrer aujourd'hui en Haïti où le déficit en matière d'offre locale de produits alimentaires et d'accès économique de la majorité de la population aux produits alimentaires se révèle de plus en plus difficile à combler.

Objectif Général

Elaborer un cadre pour la planification et l'exécution des programmes et interventions de renforcement de la sécurité alimentaire aux niveaux national et décentralisé.

Objectif Spécifique

- Influencer les politiques de développement dans le sens d'un renforcement réel de la sécurité alimentaire des individus et des ménages.
- Inclure le concept de souveraineté alimentaire dans la politique alimentaire globale.
- Arriver à l'institutionnalisation et légalisation de toutes les mesures permettant la concrétisation du droit humain à l'alimentation en Haïti
- Décentraliser et rendre plus participatif le travail d'élaboration du PNSAN
- Traduire en actions concrètes, grâce à l'ensemble des plans communaux et départementaux, les lignes stratégiques nationales de sécurité alimentaire
- Etablir des synergies et assurer l'harmonisation dans les appuis et interventions de développement des différentes agences bilatérales et multilatérales de coopération

Conditions de viabilité

La mise en place du processus d'actualisation du PNSAN est assujettie à des conditions dont les plus importantes sont :

- Le lancement du processus au plus haut niveau, en l'occurrence, par le Conseil Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA).
- La disponibilité des ressources financières, logistiques et humaines pour le travail à réaliser au niveau central et décentralisé
- La prévision de ressources pour l'exécution du plan et des programmes qui y seront issus.

Stratégie

- Recherche de concertation avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et les organes de préparation du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- Concertation et Intégration mais pas fusion
- Partenariat étroit avec la Société civile

Cette stratégie garantira au processus l'appui nécessaire de tous les secteurs concernés pour que les politiques et les stratégies de sécurité alimentaire soient définies dans un cadre légal et jouissent d'un large consensus dans leur application au niveau sectoriel.

Le processus d'élaboration

Le processus proposé par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) comprend les étapes suivantes :

Etape I- Lobbying/ information/ sensibilisation

Etape II- Entente et partenariat avec le MPCE/DSRP

Etape III- Constitution et mise en place de la structure d'exécution

Etape IV- Définition des axes stratégiques nationaux

Etape V- Elaboration des Plans communaux et départementaux

Etape VI- Production du draft final du PNSAN et Organisation de l'atelier national

Etape VII- Finalisation du document, remise au Gouvernement via le CISA

Etape – I : Lobbying ! Information ! Sensibilisation

Il s'agit d'informer et de sensibiliser les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire sur la nécessité d'actualiser le PNSAN 1996. Compte tenu de l'importance de cette activité de sensibilisation, la CNSA, dans un premier temps, et plus tard le Comité de pilotage (voir phase III du processus), devra s'investir dans le lobbying auprès des institutions partenaires dans le but d'obtenir un engagement formel. La sensibilisation doit toucher également les collectivités territoriales, le Parlement et tous les secteurs de la société, de manière à dégager un consensus le plus large possible autour des politiques, des programmes, de stratégies de sécurité alimentaire à mettre en œuvre.

Etape -II - Entente et partenariat

La CNSA, et par la suite, le Secrétariat Exécutif (voir phase III du processus), organise une série de consultations, de réflexions et de partage d'informations sur la préparation du PNSAN avec les secteurs concernés du gouvernement, particulièrement le MPCE et les organes de préparation du DSRP. Ces rencontres permettront de dégager un ensemble de consensus et d'interrelations entre le CPN/SE et les organes de préparation du DSRP sur le PNSAN, en vue d'avoir une coordination et un bon degré d'intégration dans la préparation des deux plans et une harmonisation des approches utilisées.

Etape III - Constitution et mise en place de la structure d'exécution

Le cadre institutionnel proposé pour la réalisation du PNSAN devrait garantir la participation des forces vives du pays dans l'élaboration et l'exécution du Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. La mise en place d'un tel cadre garantira l'efficacité des mécanismes de participation, de consensus et de transparence dans la gestion du processus, de même que son exécution au niveau national. Elle devrait aussi faciliter la participation des secteurs et assurer une représentation géographique au niveau le plus décentralisé possible.

Mission globale de la structure de gestion

La structure d'exécution du processus d'actualisation du PNSAN a pour mission générale d'élaborer, de façon participative, le document du PNSAN, dans le strict respect des grandes lignes et principes établis.

Le cadre Institutionnel devant accompagner le processus sera mis en place au niveau national et au niveau décentralisé.

Cette structure de couverture nationale est composée de quatre organes :

Niveau National

- Un Comité de Pilotage National (CPN)
- Un secrétariat Exécutif (SE)

Niveau décentralisé

- 10 Comités Départementaux d'Appui (CDA)
- Des Comités Communaux d'Appui (CCA) avec des institutions d'appui de la Société civile en guise de Secrétariat exécutif

A. Niveau National

➤ *Comité de Pilotage National (CPN)*

Le Conseil Interministériel de Sécurité Alimentaire (CISA) convoquera les institutions partenaires pour monter le Comité de Pilotage (CPN) qui sera chargé de la coordination du processus d'actualisation du PNSAN. Ce comité sera composé des acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire, notamment l'Etat et la Société civile.

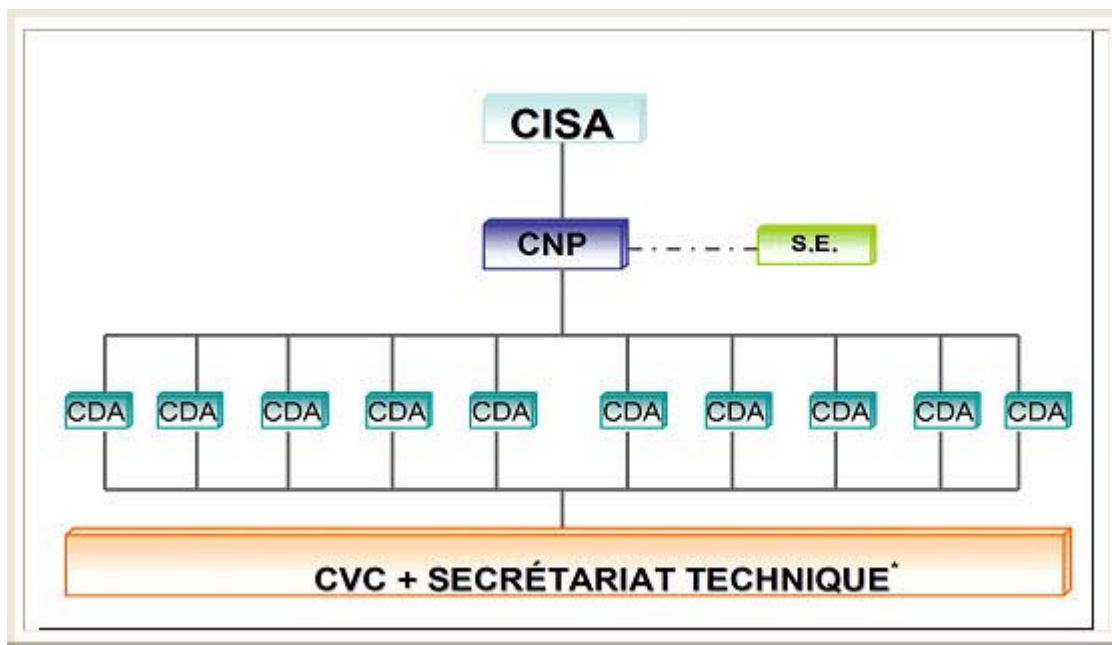
➤ Le Secrétariat exécutif

Le Secrétariat exécutif (SE) sera composé de techniciens de haut niveau ayant une longue expérience dans les domaines de la Sécurité Alimentaire, du développement, de la réduction de la pauvreté, et de la conduite du processus participatif. Il aura à sa tête un Coordonnateur de préférence appartenant à la CNSA.

B- Niveau décentralisé

Le succès du processus dépendra de la participation des haïtiens. Cette participation devrait être la plus décentralisée possible partant du niveau communal pour aboutir au niveau départemental.

Les comités régionaux et communaux d'appui sont responsables de la conduite du processus au niveau des départements et des communes. Le Comité de pilotage responsabilisera les institutions qui pilotent les Observatoires décentralisés ou les tables de concertation locales. Les structures décentralisées seront parties prenantes du processus à travers la mise en place des Comités de Validation Communale (CVC) et des Comités Départementaux d'Appui (CDA) comme l'indique le diagramme ci-après.



Phase IV. Définition des axes stratégiques nationaux

La Concertation intersectorielle vise, de manière participative, à définir et formuler des propositions et prioriser des axes et options stratégiques d'une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle doit aussi proposer des mécanismes de concertation intersectorielle et permettre l'intégration des objectifs sectoriels en matière de sécurité alimentaire.

Le Comité de pilotage national et le Secrétariat exécutif organiseront des séances intersectorielles de réflexion au sein des divers secteurs impliqués dans l'identification des politiques, des stratégies et des axes d'intervention en matière de sécurité alimentaire. A partir de ces réunions, les secteurs développeront les programmes, interventions et stratégies qui constitueront leur politique sectorielle de sécurité alimentaire. Des réunions

intersectorielles seront alors organisées pour intégrer et concilier les objectifs sectoriels en matière de sécurité alimentaire, et pour identifier des mécanismes de concertation susceptibles d'entraîner des effets synergétiques entre les interventions.

Phase V- Elaboration des Plans Communaux et départementaux

La Concertation territoriale cherchera à enrichir et à particulariser le diagnostic national par l'identification des manifestations locales de la problématique nationale d'insécurité alimentaire; elle dégagera une vision de stratégies de renforcement de politique de SA au niveau communal et départemental, et proposera des réponses pouvant alimenter des plans de sécurité alimentaire au niveau de chaque commune, de chaque département et du pays en général. L'élaboration des plans communaux et départementaux passera par la tenue des assises de concertation communale et départementale. Cette démarche hautement participative devra déboucher sur un constat partagé et une prise en compte effective des besoins locaux dans le PNSAN actualisé.

Phase VI : Production du draft final du PNSAN. Organisation d'un atelier National

L'ensemble des plans communaux et départementaux permettra de traduire en actions concrètes les lignes stratégiques nationales de sécurité alimentaire, élaborées de façon concertée au niveau central et d'aboutir à un PNSAN actualisé. Le processus participatif d'élaboration du PNSAN sera bouclé avec l'adhésion des participants au draft final du document.

Phase VII- Finalisation du document, remise au Gouvernement via le CISA

Le comité de pilotage et le Secrétariat exécutif, avec l'assistance des Consultants, finalisent le PNSAN en tenant compte des recommandations de la conférence. Le document, ainsi finalisé est remis au Gouvernement via le CISA.

Conclusion

Un PNSAN conçu de façon concertée et participative, bien adapté au contexte et aux besoins réels de la population doit permettre d'atteindre un degré raisonnable d'emprise sur les mécanismes qui génèrent et perpétuent l'insécurité alimentaire et la pauvreté. En dehors même des stratégies et interventions spécifiques qui y seront recommandés, il devra permettre de relever les défis de rationalisation institutionnelle et de gouvernance si importants dans la gestion du développement :

- Une harmonisation des politiques publiques visant un renforcement réel de la sécurité alimentaire de tous les ménages haïtiens.
- L'établissement de mécanismes transversaux facilitant cette synergie.
- La prise des décisions sur la base d'une parfaite connaissance et compréhension de la situation et en y associant tous les acteurs à une approche participative réelle.
- La coordination des interventions et l'inscription de celles-ci dans une perspective tant structurelle que conjoncturelle pour une complémentarité entre les niveaux central et local.

NB : Ce texte relatif au processus d'actualisation du PNSAN n'est qu'un résumé du document complet disponible sur le site (www.cnsahaiti.org) de la CNSA, que le lecteur est invité à consulter pour plus d'informations.

Nous avons rencontré pour vous :



Programme Environnement Transfrontalier(PET)

LA CULTURE DE GESTION DE L'EAU AU PROFIT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT PAR LA RECHERCHE DE SOLIDARITE ENTRE DIFFERENTS PARTENAIRES

De plus en plus, l'eau est considérée comme un fantôme, qui hante plus d'un. Dans les zones sèches comme Fonds Parisien dans la commune de Ganthier en Haïti, elle est considérée comme une ressource rare, bien qu'à moins de 20 kilomètres à vol d'oiseau se retrouvent des écosystèmes forestiers de montagne comme Forêt des pins où la pluviométrie annuelle avoisine les 2000 mm. D'un côté, comme de l'autre, les populations risquent de consommer de l'eau bouée ou exposée à la poussière.

A la célébration du 4^{ième} forum international sur l'eau, tenu du 16 au 22 mars 2006 à Mexico, sous le patronage du Secrétariat International de l'Eau (SIE), on a mentionné dans le document final que 4 pays de l'Amérique connaissent des problèmes cruciaux d'eau. Il s'agit du Honduras, du Salvador, de la République Dominicaine et d'Haïti. Pourtant, notre pays dispose d'importantes ressources en eau. Chaque année Haïti reçoit près de 40 milliards de mètres cube d'eau de pluie. Elle compte également 200 rivières, 21 000 hectares de plans d'eau et 16 milliards de mètres cubes de nappes aquifères. Malgré cette abondance en termes de ressources, l'eau se gaspille dans le pays par sa mauvaise gestion et se révèle, en maintes occasions, plus nuisible qu'utile. Cette eau perdue pourrait bien servir à la production des protéines animales par la mise en place des bassins piscicoles comme dans le Plateau central (avec l'intervention des Petits Frères de l'Incarnation), de riz comme dans l'Artibonite et de l'électricité, comme à Saut Mathurine dans le département du Sud.

La nature demande à l'homme de respecter ses lois et d'utiliser à bon escient ses ressources de peur qu'elle ne se retourne pas contre lui.

La mauvaise gestion des ressources naturelles, en particulier le déboisement et la déforestation, a entraîné des inondations, qui sont généralement à l'origine des dégâts matériels et des pertes en vies humaines inestimables.

En Haïti la culture de gestion de l'eau n'imprègne pas la grande majorité des haïtiens, pourtant sans l'eau la vie est impossible. Un homme a besoin pour vivre de 8 litres d'eau, de boisson par jour et un cheval de 40 litres. Pourtant l'eau se gaspille, se perd dans la mer comme c'est le cas pour pratiquement toutes les rivières du pays.

Dans le cadre de la gestion rationnelle de la ressource en eau, le Programme Environnement Transfrontalier Haïti- République Dominicaine (PET), financé par le FED, a procédé, le 18 mai 2006, jour de la commémoration de la fête du drapeau, à l'inauguration de 48 citernes familiales d'une capacité de 15 mètres cubes chacune, soit 3750 gallons à Fonds- Verrettes précisément dans la localité de Guimby. La construction de ces citernes fait partie d'un ensemble d'actions menées par le PET sur l'eau en tant que ressource, dans son aire d'activité englobant pour les années 2005- 2006 les bassins versants des deux plus grands lacs de l'Ile Quisqueya (Lac Enriquillo 3500 km² et lac Azuei 1500 km²). Ces actions visent à valoriser cette ressource en la rendant plus utile que nuisible. Quelques unes de ces actions sont aussi menées dans le domaine de l'irrigation avec le curage de 9000 mètres linéaires de canaux au niveau du périmètre desservi par la Source Zabeth à Ganthier, l'empoissonnement du lac Azuëi avec le lâchage de plus de 500.000 alevins, la réparation de 8 stations de pompage. A Fonds- Verrettes, les 48 citernes peuvent se remplir au moins 4 fois l'an et contenir près de 720.000 gallons d'eau qui pourront être utilisées pour la boisson, la lessive, la production de plantules de reboisement, l'abreuvement des animaux, etc.

Dans la foulée de ces actions, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), dans le cadre de sa politique de gestion des ressources naturelles, a recherché cette année une véritable solidarité entre ses différents partenaires en vue de résoudre un problème crucial qu'est l'irrigation au niveau de certaines aires de la plaine du Cul-de-Sac et notamment celles couvertes par le périmètre couramment appelé Périmètre Rivière Blanche couvrant près de 3000 hectares.

Dans ce périmètre, 19 stations de pompages, de débit allant de 20 à 120 litres par seconde, ont été installées et alimentées par la compagnie électrique EDH. Ces stations ont été implantées au cours des années 1988 et 1989 et desservait près de 5000 familles paysannes. Depuis plus de 5 ans, 13 pompes sont tombées en panne au détriment de l'exploitation des terres jadis très riches, qui approvisionnaient les marchés de la Croix-des-Bouquets et de Port-au-Prince en produits maraîchers tels que : gombo, épinard, haricot, betterave, piment, etc; en céréales tels que maïs, sorgho; en tubercules tels que : manioc, patate.

Avec cette pénurie d'eau au niveau des parcelles, de nombreux agriculteurs de la zone étaient forcés de tourner leur regard vers la République dominicaine.

Avec un financement du Programme de Micro réalisations de l'Union Européenne et du MARNDR, le PET a pu intervenir face à cette situation, avec l'appui des partenaires tels, l'EDH, la Direction Départementale Agricole de l'Ouest (DDAO), La Coopération cubaine, l'Organisation Paysanne dénommée KONPA (Confédération Nationale des Paysans Haïtiens). Des cadres techniques du MARNDR et des coopérants Cubains, avec l'aide de l'EDH, ont pu alimenter, malgré d'énormes difficultés techniques, le circuit de la zone pour des tests électriques sur les pompes et en même temps réparer les lignes vandalisées et remplacer les transformateurs défectueux. Ces actions ont pu redonner de l'espoir aux riverains car les stations de pompage de Ganthier comme :

Perard 1, Perard 3, Campo Timache, Dumulseau, Croix-Coq, La Tremblay 12, Descloches, Vaudreuil ont été réparées et elles fonctionnent en irriguant des parcelles restées longtemps en souffrance.

Le 10 mai 2007, le Ministre de l'Agriculture l'Agronome François SEVERIN, accompagné du Secrétaire d'État à l'Agriculture l'Agronome Joanas GUE, du Sénateur Hector ANACASIS, de la Députée Clunie DUMAY, du Directeur de l'EDH, l'Ingénieur Serge RAPHAEL, du Chef de l'Unité de Gestion du PMR, du Coordonnateur a.i. de la CNSA, l'Agronome Gary MATHIEU et des responsables de collectivités territoriales de Croix des Bouquets et de Ganthier ont participé à la cérémonie de clôture du projet., en présence de la presse et des organisations de planteurs de la Plaine du Cu-de- Sac. On a pu visiter les pompes réhabilitées et des parcelles de production réalisées avec l'eau d'irrigation provenant de ces pompes.

Il existe un besoin urgent de développer une culture de gestion de l'eau chez la population. Cette culture doit passer inévitablement par la sensibilisation et l'éducation des gens à travers un partenariat entre les différentes institutions impliquées dans la mise en œuvre de programme visant la lutte pour la croissance et la réduction de la pauvreté en milieu rural.



Le Ministre François SEVERIN, Le Directeur de l'EDH Serge RAPHAEL et le Chef de l'Unité de Gestion du PMR Paul LAECLERCQ observant la pompe de la Tremblay 12



Vue d'une parcelle de sorgho à Latremblay commune de Ganthier en pleine végétation grâce à l'eau retrouvée

Nouvelles breves

1. Le ralentissement de l'économie américaine a fait vaciller le marché du travail avec en avril des créations d'emplois au plus bas niveau depuis deux ans (Nouvellement 36617). Cette situation, si elle persiste, pourra affecter négativement le volume de transferts reçus par les ménages haïtiens de leurs proches résidant aux Etats-Unis. Ce qui pourrait limiter leur accès aux biens et services.

2. A Desdunes, il y a urgence d'agir car l'agriculture tombe en décroissant à cause de l'obstruction des canaux d'irrigation, la rareté et la cherté de l'engrais, l'absence de machines de labourage et du manque d'encadrement technique. En effet, cette commune comptait jadis environ 3600 carreaux de terres arrosées qui fournissaient du riz national... Cette quantité se réduit aujourd'hui à environ 800 carreaux. Cette situation entraîne une chute considérable de la productivité qui est passée de 45 sacs de riz par parcelle à 15 sacs (Nouvellement du 4 au 6 mai, # 37617). Vu que Desdunes est une commune essentiellement agricole et reconnue comme force motrice du pays en matière de production de riz, des mesures urgentes de redressement s'imposent.

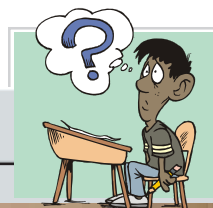
3. Aujourd'hui, la filière canne à sucre a vu sa rentabilité se réduire par manque de moyen technique et financier. Le sucre, sous produit le plus important de cette filière, est produit en quantité très limitée, vu la faiblesse industrielle observée dans ce secteur depuis plus de deux décennies (Nouvellement du 8 mai, # 37619). Compte tenu de la forte demande pour les sous produits (rapadou, rhum, sucre...) liés à cette filière et de la perspective du développement de la filière biodiesel en Haïti, un plan de dynamisation s'avère nécessaire.

4. Les mesures d'interdiction prises le deux juillet dernier à l'encontre de l'exportation des mangues Francis vers les Etats Unis ont été levées. L'incertitude quant à l'avenir de cette filière de production s'estompe : Haïti peut encore jouir d'un avantage comparatif et compétitif sur ce marché pour peu qu'elle respecte les normes phytosanitaires.

5. A paraître bientôt : le nouveau bilan de la sécurité alimentaire en Haïti couvrant la période 2003-2005. Ce document, dont une première version a été présentée au public, lors d'un atelier tenu à Montana le 16 avril 2006, sera disponible sur le site de la CNSA d'ici la fin du mois d'août 2007.

6. Le processus d'organisation d'une enquête, dénommée Analyse compréhensive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA), est en cours. Cette enquête, pilotée par la CNSA avec l'appui du PAM, vise à fournir une meilleure compréhension de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural et un meilleur ciblage des zones et des populations les plus vulnérables. La CNSA, pour le plein succès de cette opération, mise sur l'appui de ses partenaires, qui seront contactés sous peu.

Le saviez vous ?



La Mangue pour combattre le cancer

Les chercheurs ont ajouté la mangue à la liste des aliments susceptibles de combattre le cancer. Pour les amoureux de fruits, la mangue pourrait même être un meilleur choix que les bananes ou les pommes.

Les chercheurs de l'université de la Floride dans Gainesville ont mis l'accent sur les propriétés anticancéreuses de la mangue dans une étude récente portant sur sa purée. Des mangues ont été fractionnées en deux parties. L'une contenait des antioxydants tels que les caroténoïdes jaunes - bêta-carotène ...-et l'autre des éléments qui pourraient être facilement dissout dans l'eau. Des cellules de souris exposées à un carcinogène (substance cancérigène) ont été alors traitées avec l'une ou l'autre de ces deux fractions.

Le chercheur Susan Percival, de l'université de la Floride, a affirmé que l'ajout de la fraction contenant les caroténoïdes de la mangue aux cultures de cellules a provoqué une diminution des cellules cancéreuses. Quand on a ajouté la partie hydrosoluble, on a constaté que très peu de cellules ont développé le cancer, comparée à la partie contenant les caroténoïdes. Selon Susan Percival, les deux parties empêchent le développement de cancer; mais la partie hydrosoluble semble être plus efficace. Celle-ci contient les composés phénoliques, qui font partie des composés auxquels appartiennent la plupart des antioxydants.

Percival déclare : "nous ne pouvons pas dire que ces composés de mangues vont empêcher le développement du cancer chez l'homme, car cet aspect n'a pas été pris en compte. Mais ce que nous pouvons dire au sujet de la mangue est qu'elle contient des antioxydants efficaces et jouerait un rôle très important dans le cadre d'un régime alimentaire sain." D'autres recherches devraient permettre de mieux déterminer dans quelle mesure les mangues sont efficaces en matière de lutte contre le cancer.

<http://www.chennaionline.com/health/cancer/mangoes.asp>

Traduction et adaptation CNSA

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire CNSA

La **CNSA** a pour mission d'assurer l'harmonisation des interventions intersectorielles et inter-institutionnelles sur les problématiques complexes de politique alimentaire, de renforcement de la sécurité alimentaire et de gestion des risques.

Elle s'efforce pour cela de collecter les informations disponibles sur la situation alimentaire au niveau le plus décentralisé possible et de les diffuser.

La stratégie utilisée par la CNSA pour accomplir sa mission est essentiellement participative : les tâches d'expertise et d'information sont effectuées sur une base de concertation avec les différents secteurs impliqués (État, ONG, secteur privé, société civile en général).